

---

Convention collective nationale

IDCC : **218** | **ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE**  
**(8 février 1957)**

---

**Accord du 14 octobre 2019**

au protocole d'accord du 30 décembre 2013  
relatif aux garanties conventionnelles apportées  
dans le cadre de l'évolution des réseaux

NOR : ASET2050765M

IDCC : 218

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UCANSS,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFDT ;**

**CFTC ;**

**CFE-CGC ;**

**FEC FO ;**

**SNFOCOS,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

L'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales, a modifié les dispositions relatives à la représentation du personnel dans les entreprises, en mettant fin à l'existence légale de trois instances : les délégués du personnel, les comités d'entreprise, et les comités d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail.

Parallèlement, une nouvelle instance a été créée : le comité social et économique.

C'est afin de permettre à la représentation du personnel d'exercer ses attributions dans les meilleures conditions, en tenant compte de cette nouvelle architecture, qu'a été négocié le présent accord.

## **Article 1<sup>er</sup> | *Modification du protocole d'accord du 30 décembre 2013 relatif aux garanties conventionnelles apportées dans le cadre de l'évolution des réseaux***

Les dispositions de l'avenant portant adaptation, au bénéfice des employés et cadres, des dispositions du protocole d'accord du 30 décembre 2013 relatif aux garanties conventionnelles apportées dans le cadre de l'évolution des réseaux aux évolutions législatives intervenues dans le domaine de la représentation du personnel sont applicables au personnel relevant de la convention collective nationale de travail du 18 septembre 2018 des agents de direction des organismes du régime général de la sécurité sociale.

## **Article 2 | *Dispositions diverses***

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il peut être révisé ou dénoncé dans les conditions posées par le code du travail.

Il s'applique sous réserve de son agrément par les autorités de tutelle et ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur.

*Fait à Montreuil, le 14 octobre 2019.*

(Suivent les signatures.)